



Analyse du discours politique d'une opposition désorientée :

Fabre dans ses incohérences, ^{P.3} CAP2015 sur la voie de l'impasse

Jean-Pierre Fabre, pdt de l'ANC (membre CAP2015)

Récépissé n°0149/14/03/01/HAAC

N°486 du 13 Juin 2016

Prix : 250F CFA

Nouvelle OPINION

Hebdomadaire togolais d'informations générales, d'analyses et de publicité

Baisse de niveau en milieu scolaire
et culture de la médiocrité :

Quelle relève pour l'élite togolaise ? ^{P.4}

DÉBAT PUBLIC SUR LES RÉFORMES
POLITIQUES ET LA

DÉCENTRALISATION AU TOGO :

Politiciens et acteurs
de la société civile

^{P.3} se prononcent

HAUSSE ILLÉGALE DES PRIX DES
PRODUITS BB SUR LE MARCHÉ :

Le ministère du
Commerce interpelle
les détenteurs de
^{P.6} bars et maquis

NORD DU MALI:

Huit à dix personnes
^{P.7} tuées dans de
nouvelles violences

Visite du président Faure Gnassingbé en Allemagne :

Angela Merkel : "Le Togo est sur la voie du progrès,
les résultats sont très encourageants et l'Allemagne
est disposée à s'engager pour sa réussite" ^{P.4}



Le Président Faure Gnassingbé (dt) et la Chancelière allemande, Angela Merkel (g)

Traitement de la question environnementale dans le contexte de décentralisation:

Des journalistes outillés pour une prise de conscience écologique

De nos jours, les changements climatiques constituent des enjeux majeurs qui déstabilisent la quiétude des populations. Face aux effets néfastes que ces changements climatiques engendrent, les médias sont appelés à y apporter leur contribution dans le traitement de l'information en matière environnementale et ceci dans un contexte de décentralisation. C'est dans cette perspective que la ville d'Aného qui fait partie des zones les plus vulnérables au Togo a servi de cadre à une formation à laquelle a pris part une trentaine de journalistes de la presse écrite et de télévisions...

Suite page 3



Les participants lors de la formation

LES NUMEROS VERT DE L'OTR

POUR SIGNALER
TOUT FAIT SUSPECT
VEUILLEZ COMPOSER

N° VERT
8280

Anticorruption

POUR TOUT RENSEIGNEMENT
INFORMATION OU CONSEIL
VEUILLEZ COMPOSER LE

N° VERT
8201

Renseignements



FEDERER POUR BATIR
www.otr.tg



À PARTIR
DU 17
MAI 2016

**TARIF
UNIQUE
pour TOUS
BAISSE
pour Chacun**



Communiquez en toute **liberté**
vers tous les réseaux nationaux



COMMISSARIAT GENERAL

Direction de la Communication
Et des Services aux Usagers

N° 005 /2016/OTR/CG/DCSU

Communiqué de l'Office Togolais des Recettes

Relatif à la perception de l'Impôt sur le Revenu des Transporteurs Routiers (IRTR)

Le Commissaire Général de l'Office Togolais des Recettes (OTR) rappelle aux contribuables soumis au paiement d'Impôt sur le Revenu des Transporteurs Routiers (IRTR) communément appelé trimestre que la perception de cet impôt au titre du premier trimestre 2016 débutée depuis le 1^{er} avril 2016 se poursuivra jusqu'au 30 avril 2016.

En outre, il est rappelé aux conducteurs qu'ils sont redevables pour leur propre compte de la Taxe Complémentaire sur Salaire (TCS).

Les contrôles débuteront le **02 mai 2016** et s'étendront jusqu'au **30 juin 2016** sur toute l'étendue du territoire national.

Les retardataires s'exposent à la rigueur de la loi.

Le Commissaire Général de l'Office Togolais des Recettes compte sur le civisme de tous.

Fait à Lomé, le 11 **1 AVR 2016**

Le Commissaire Général

Henry Kanyesiime GAPERI

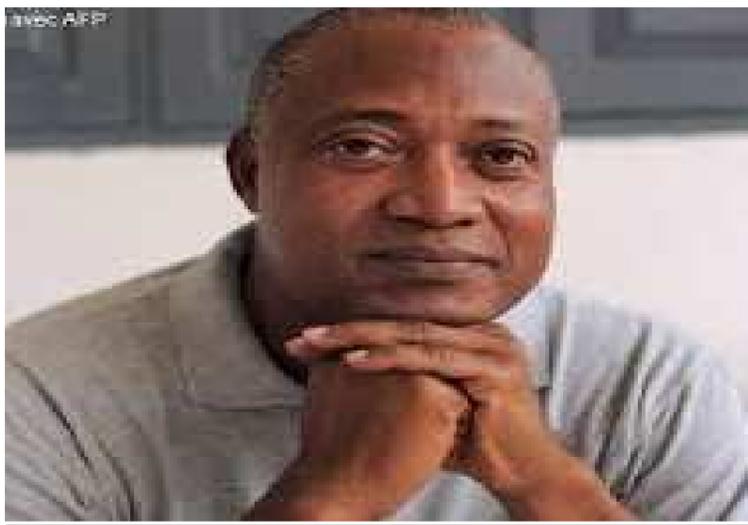
Analyse du discours politique d'une opposition désorientée :

Fabre dans ses incohérences, CAP2015 sur la voie de l'impasse

La plupart des Togolais ont fini par comprendre que Jean-Pierre Fabre est un boucanier qui a raté sa vocation en parachutant dans l'univers politique où il ne cesse d'exposer ses lacunes au fil des jours. Le seul point sensible que saisit cet homme politique pour tenir les militants de l'opposition par le bout du nez reste la promesse d'apporter l'alternance politique ici et maintenant, sachant pertinemment que c'est le vœu le plus cher de ceux-ci. Seulement, ce discours qu'utilise le patron de l'ANC pour galvaniser les masses semble être rayé. Et pour le comprendre, il suffit de pousser la curiosité en allant voir le petit nombre de militants que l'ANC et son CAP2015 mobilisent d'ailleurs très difficilement ces derniers jours.

Fabre et ses incohérences

Jamais, nous n'avons vu autant d'incohérences et d'inconstances dans les discours d'un homme politique comme c'est le cas avec Jean-Pierre Fabre. On ne croirait jamais que son parti ANC dispose d'un service de communication.



Jean-Pierre Fabre, président de l'ANC (membre CAP2015)

Que du coq-à-l'âne et de contradictions graves dans le discours de celui que tout le monde appelle Chef de file de l'opposition !

En effet, au dernier meeting qui a bouclé la marche de CAP 2015, le président national de l'ANC déclarait que le seul moyen dont il dispose pour contraindre le pouvoir à opérer les réformes politiques se résume à des marches dans les rues de Lomé. C'est une option dans un Etat de droit et personne ne peut lui en vouloir sur ce point. Voilà pourquoi l'autorité compétente ne le lui

interdit pas.

Les samedis 21 mai et 04 juin derniers, les forces de l'ordre ont d'ailleurs et de façon professionnelle, encadré les deux marches sans aucun incident. Nous attendions alors voir Fabre continuer dans sa logique d'opter uniquement par les manifestations de rue pour faire fléchir le pouvoir et obtenir les réformes quant subitement, il verse dans une incohérence plus que grossière.

D'abord, il ne se contente pas d'interpeller l'Union Européenne et l'Allemagne à faire pression sur le partir

UNIR en vue des réformes, mais aussi, il ne peut s'empêcher de s'en prendre à la même communauté internationale qu'il trouve assez complaisante vis-à-vis du pouvoir de Faure Gnassingbé. Quelle cacophonie ! Par ailleurs, sur le même podium où Fabre ne voit d'autres alternatives en dehors des marches, il fait appel à la conférence des évêques du Togo à qui il demande un soutien et une prière de trois jours afin de faire descendre sur les dirigeants la réelle volonté pouvant les amener à opérer les réformes. Et comme tout cela ne suffisait pas, le chef de file de l'opposition estime que c'est au président Ghanéen John Mahama et Alassane Ouatara de la Côte d'Ivoire qu'il revenait de pousser leur homologues Faure Gnassingbé à faire les réformes comme ils l'avaient promis de le faire après la présidentielle du 25 avril 2015.

Au finish, à écouter Jean-Pierre Fabre faire tout ce coq-à-l'âne, on se demande à quoi faut-il exactement s'en tenir. A

la marche, à l'intervention de la communauté internationale que fustige Fabre ou à la prière des évêques du Togo ? Visiblement que le n°1 de l'ANC se perd dans ses incohérences et contractions.

Dans ces conditions, on ne serait pas surpris les jours à venir de voir Fabre écrire de nouveau au Chef de l'Etat en sa qualité de chef de file de l'opposition afin de le rencontrer pour discuter des réformes. Décidément qu'après son faux pas relatif au rejet des réformes avant la dernière présidentielle, notre opposant radical peine à retrouver ses repères, et à force de vouloir se racheter, il s'enfoncé davantage dans une inconstance notoire et primaire.

Au demeurant, on se demande à quand la prochaine marche pour contraindre le parti au pouvoir à opérer les réformes. On attend de voir comment le vrai opposant parmi tous les opposants parviendra à arracher ces réformes tout seul sans un compromis politique qu'il a toujours rejeté.

La Rédaction

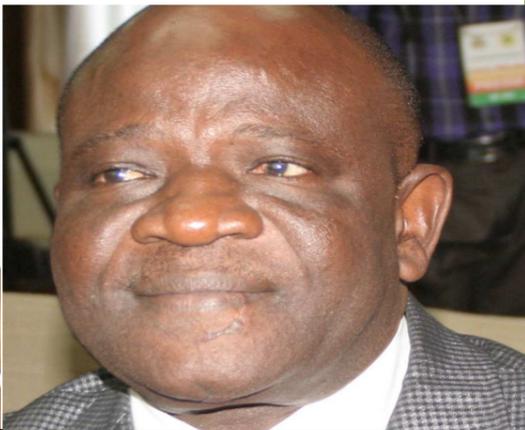
Débat public sur les réformes politiques et la décentralisation au Togo :

Politiciens et acteurs de la société civile se prononcent

Les réformes constitutionnelles et institutionnelles et la mise en œuvre de la feuille de route relative à la décentralisation sont deux sujets qui font l'actualité au Togo. Ces sujets ont été au centre de débat citoyen entre la société civile, les politiques et un public lors d'une rencontre organisée par la plateforme citoyenne Justice vérité et l'initiative Baromètre animée par LCF à Lomé. Ce débat a vu la participation des représentants du pouvoir, l'Union pour la République (UNIR), de l'opposition, notamment l'Alliance nationale pour le changement (ANC), le Comité d'action pour le renouveau (CAR), l'Alliance des démocrates pour le développement intégral (ADDI), l'Organisation pour bâtir dans l'union un Togo solidaire (OBUTS) et les associations de la société civile togolaise.



Me Isabelle Améganvi (ANC)



Florent Badjam Maganawè (UNIR)



Messan Agbéyomé Kodjo (OBUTS)

" Les réformes politiques et la décentralisation en lien avec la réconciliation ", tel était le thème au menu de ce débat.

Pour le représentant du parti au pouvoir M. Florent Badjam Maganawè, l'Accord politique global (APG), un accord signé entre les parties prenantes au dialogue inter togolais en août 2006 et qui prescrit les réformes institutionnelles, constitutionnelles et électorales, est " caduc ".

" L'APG est dépassé parce
NOUVELLE OPINION - N°485 DU 13 JUIN 2016

que la Commission électorale nationale indépendante, le découpage électoral, les droits de l'homme, beaucoup de choses ont été faites et c'est dans l'APG ", a tenu à expliquer l'ancien ministre. Le débat étant public et contradictoire, certains membres de partis politiques de l'opposition à l'instar de Me Isabelle Améganvi de l'ANC a rétorqué en prêtant d'intentions au ministre Maganawè comme quoi, le représentant a affirmé

au regard de ses explications que, UNIR ne veut pas des réformes. Pour elle, l'ANC a été accusé d'être le parti qui a fait tout pour saboter les réformes.

Quant à la société civile par la voix de Me Jean Yaovi Dégli, elle pense que, la communauté internationale et nationale a compris que le Togo avait un certain nombre de problèmes récurrents dont les plus importants sont les réformes constitutionnelles et institutionnelles

Le président national du CAR Me Dodji Apévon en ce qui le concerne a fait comprendre qu'il n'est pas étonné d'entendre le représentant du pouvoir dire que l'APG est devenu caduc.

L'ADDI par son représentant Dr Kperkouma Walla a parlé de la caducité de ces réformes en évoquant la Commission vérité justice et réconciliation dans son rapport de fin de mission, 6 ans après l'APG qui est revenu sur les réformes poli-

tiques à opérer.

Pour M. Agbéyomé Kodjo, président d'OBUTS, il a rappelé que la crise politique est née du fait que l'opposition togolaise a boycotté les élections d'octobre 2002, ce qui, selon lui, a permis au Rassemblement du peuple togolais (RPT) de disposer des 4/5 à l'Assemblée nationale pour modifier la Constitution en ses points concernant l'âge d'éligibilité, la limitation de mandat et le scrutin uninominal majoritaire à deux tours. Selon l'ancien Premier Ministre, c'est la source de la crise politique au Togo. Ce débat public étant axé sur la question des réformes et de la décentralisation, le Directeur de la décentralisation, M. Amlalo Messan Sédoh était présent. " Je pense que l'APG ne peut pas être enterré. Il faut avancer davantage pour que les réformes soient faites et que le peuple soit ragaillard ", a-t-il souhaité.

Au cours de cette rencontre instructive, les leaders politiques ont encore transposé leur guéguerre sur la place

Baisse de niveau en milieu scolaire et culture de la médiocrité :

Quelle relève pour l'élite togolaise ?

On ne le dira jamais assez, le niveau des élèves et étudiants ne cesse de baisser au fil des ans. La comparaison entre les diplômés d'hier et d'aujourd'hui donne une différence d'abîme. La face la plus visible dans ce constat se lit naturellement à travers la capacité des élèves et étudiants à s'exprimer en français, notre langue officielle, puisque les compétences dans les autres disciplines sont difficiles à remarquer en tout lieu. La situation perdure et rien ne semble vouloir l'arrêter de si tôt. Et la seule question que tout le monde se pose est de savoir ce qui explique cette chute vertigineuse de niveau chez les jeunes apprenants d'aujourd'hui. A qui donc la faute ?

Critères de passage au collège et au lycée, une complaisance qui fâche

Le premier constat qui fait l'unanimité dans l'opinion publique est que lors des examens de fin d'année pour les élèves en fin de cycle du primaire et de secondaire, il se passe beaucoup de choses qui contribuent à cette baisse de niveau. Les tolérances excessives lors des corrections d'épreuves du CEPD par exemple n'encouragent pas la culture du travail bien fait ni la culture de l'excellence. Il y a contraste entre la volonté d'avoir un taux d'admission de 99% voir 100% dans la plupart des centres et la méthode de travail et d'évaluation qui prévaut tout le long de l'année scolaire.

Les élèves du primaire qui sont poussés en flot vers les collèges savent à peine écrire correctement leurs noms. En

dictée qui à l'époque, était une matière éliminatoire, il est aujourd'hui demandé aux correcteurs de ne pas sanctionner un élève qui écrit par exemple "Kopin" au lieu de "copain" tout juste parce que le son y est.

Dans les mathématiques, ils ont de la peine à faire de petits calculs élémentaires. Mais au nom d'une certaine obligation de résultats, ces pauvres élèves sans aucun niveau sont déversés en bém en très grand nombre.

Au BEPC, les consignes officielles sont encore plus révoltantes. Il n'est pas autorisé aux correcteurs de donner zéro à un candidat qui n'a pu trouver une seule réponse juste en maths ou dans une leçon. L'élève peut refuser d'apprendre et ne rien faire, mais il doit avoir sa note largement supérieur à zéro. Cette com-



Paalamwé Tchakpélé, ministre des Enseignements Primaire, Secondaire et de l'Alphabétisation

plaisance devient inacceptable dans les commissions de rédaction. Dans certains centre d'écrit, le plus mauvais élève qui ne peut formuler une seule phrase juste en français doit obtenir au minimum 08 sur 20 comme note et cela peut être majoré par un autre partisan de cette pratique à 9 ou 10 sur 20 car ce dernier recevra la bénédiction des chefs-centres qui ne souhaitent que cela. Tout enseignant qui ose attirer l'attention de ses collègues sur ces genres de dérapages est considéré comme un ennemi qui s'oppose à la réussite des élèves. Ce préjugé prend une allure plus inquiétante lorsqu'un tel enseignant rigoureux ou sévère se

retrouve dans un milieu reculé dont il n'est pas originaire. On ne tardera pas à lui mordre le nez, comme quoi, il ne voudrait pas de la réussite des élèves du milieu.

Une petite enquête nous a permis de collationner ici et là quelques expressions françaises des candidats au BEPC. Ainsi, on pouvait lire sur des copies ce qui suit :

"...c'est pour cela que vous aussi vous aurez nous aidons pour les livres pour que au moins on nous distribuont les livres pour aller lire."

"...nous ne donnons pas d'importance à la lecture pour connaître l'importance du livre..."

"...je préférons à ce que

tout le monde connaitre la lecture dans la vie humain."

Ce sont les auteurs de ces phrases qui sont appelés à aller faire la seconde au lycée et il n'est pas rare de retrouver ces élèves en seconde A4, c'est-à-dire la série littéraire.

Et face à tout cela, l'autorité vous dira qu'il faut une obligation de résultat à cause d'un certain plan structurel de l'éducation financé par les bailleurs de fonds. C'est ainsi que par la force du hasard, la majorité de ces élèves se retrouve à l'université sans pouvoir être en mesure de formuler une phrase correcte en français.

La seule solution aujourd'hui pour obtenir les résultats attendus ne se trouvent point dans l'indulgence des correcteurs mais plutôt ailleurs. Le problème de l'éducation au Togo, trouvera sa solution dans la réduction des effectifs des élèves dans les classes en multipliant les salles de classes et en recrutant davantage des enseignants.

Il faudra également une réforme de tout le programme d'enseignement qui date de 1975 et doter les établissements des bibliothèques dignes de ce nom afin que les élèves prennent goût à la lecture nous n'oublions pas le recyclage régulier des enseignants et des formateurs. Ce sont là quelques mesures qui permettront de relever le défi.

APO

Réformes politiques et décentralisation au Togo :

Les partis politiques et la société civile étaient en débat public à Lomé

Suite de la page 3

publique. Alors que, la vice-présidente de l'ANC estime que toutes les stratégies ont été expérimentées dans ce pays, à savoir le dépôt d'un projet de loi, d'une proposition de loi, les manifestations dans les rues, les débats et les émissions, l'ancien président de l'assemblée nationale, Agbéyomé Kodjo trouve que, la politique est une question de rapport de forces et les forces qui veulent voir ces réformes réalisées, doivent se réunir et se mobiliser. Que ce soient les partis de l'opposition qui ont pris part à

cette rencontre ou la société civile, chacun en ce qui le concerne reste convaincu que, les marches qu'organise tous les samedis l'ANC pour réclamer les réformes, sont devenues improductives. Ce qui a amené Me Apévon, à reconnaître que, l'opposition souffre parce qu'elle fait "trop de calculs" depuis 1990.

En ce qui concerne le deuxième sujet retenu pour le débat, le Directeur de la décentralisation a planté le décor en insistant sur les questions de procédure dans la mise en œuvre de cette question qui suscite intérêt au sein de l'opinion.

Selon lui, la dernière chose qui a été faite dans ce processus est l'élaboration d'une feuille de route de la décentralisation et des élections locales. Un comité technique a

été mis en place, a fait son travail et déposé un rapport en septembre 2015. A partir de cela, les textes ont été proposés. Le premier concerne la création de quatre (4) préfectures et des communes. Le second texte, selon lui, n'a pas encore fait l'objet de discussion à l'Assemblée nationale. Il s'agit du texte créant des communes sur l'ensemble du territoire en tenant compte de la communalisation intégrale.

M. Amlalo a indiqué que les étapes qui doivent être parcourues sont bien dressées, notamment la création des collectivités territoriales, le recensement, le volet communication et après s'en suivront les élections locales qui ne sont pas encore prévues dans le temps mais qui, selon le Directeur de la décentralisation, peuvent intervenir en 2017.

Les partis politiques et la société civile ont donné leur point de vue sur la question de décentralisation dans un débat houleux qui prouve à suffisance que, la polémique est loin de finir entre les acteurs politiques. Mais au regard de tout ce qui précède, il convient de rappeler que, les réformes politiques et la question de décentralisation qui donne matière à tergiverser doit se faire dans un cadre légal qui reste et demeure l'assemblée nationale. Dans les pays même aux longues traditions démocratiques, tous les débats citoyens comme celui initié par la Plateforme Citoyenne Justice vérité ont lieu au parlement où les élus du peuple peuvent étudier, débattre et voter les lois pour le bien-être de toute la nation.

La Rédaction

POUR VOS ANNONCES, PUBLICITÉS ET PUBLI-REPORTAGES APPELEZ LE 91 36 37 55

Nouvelle OPINION

Hebdomadaire togolais d'informations générales, d'analyse et de publicité
Récépissé n°0149/14/03/01/HAAC
Siège: Adidoadin, PAvée prolongé, 2ème carré après Pharmacie Le Galien

Directeur de Publication:

El Hadj TCHAGNAO Arimiayao
Cel:91 36 37 55
jeantchagnao@yahoo.fr

Secrétariat de la Rédaction:

Agbékponou Junior

Rédacteurs :

Tchagnao
El Hadj Arimiayao
Agbékponou Junior
Ramzad
Maroine Tchagnao
Pierre Pouli

Imprimerie:

La Colombe

Tirage :

2.000 exemplaires

Visite du président Faure Gnassingbé en Allemagne :

ANGELA MERKEL : "Le Togo est sur la voie du progrès, les résultats sont très encourageants et l'Allemagne est disposée à s'engager pour sa réussite"

Après sa visite en Chine où il a décroché des accords de financement pour le développement de son pays, le président Faure Gnassingbé était en Allemagne du 09 au 11 juin dernier. Cette visite du chef de l'Etat s'inscrit dans le cadre du renforcement d'amitié et de coopération entre l'Allemagne et le Togo. Arrivée mercredi dans l'après-midi avec une forte délégation, le président Faure a été accueilli solennellement par de hautes personnalités de la Bundestag. Le président Faure Gnassingbé a ensuite rencontré jeudi après-midi au château de Bellevue à Berlin son homologue Allemand, Joachim Gauck, le président Fédéral. Le chef de l'Etat Faure Gnassingbé a saisi cette opportunité pour échanger avec le président Allemand sur les relations qui lient les deux pays. En fin d'audience chez Joachim Gauck, le président Faure a apposé sa signature dans le livre d'or de la présidence de la république fédérale d'Allemagne.

Dans le même sillage, les dirigeants de la KfW (Banque publique allemande) ont accueilli le même jour, le président Faure Gnassingbé et la délégation qui l'accompagne

Aussi faut-il reconnaître que, le président Faure Gnassingbé a rencontré la chancelière Allemande Angela Merkel. Lors d'une entrevue entre Faure et Angela, la chancelière



Les Présidents Faure Gnassingbé (g) et Joachim Gauck (dt)

dans cette région. Les deux personnalités ont discuté des questions portant sur l'immigration, un sujet qui n'arrête de diviser les pays Européens. A cet effet, l'Allemagne a accueilli

Cette visite a conduit le chef de l'Etat et sa délégation à rencontrer le président du Bundestag, Norbert Lammert, qui était en compagnie du ministre de la coopération M. Gerd Müller. Lors de cette visite, le chef de l'Etat n'a pas manqué de faire un tour dans la Bavière où il s'est rendu au siège de BMW, le constructeur d'automobiles Allemands qui occupe le marché international grâce à de nombreuses innovations.

L'information réconfortante, lors du séjour de Faure Gnassingbé en Allemagne demeure l'accord signé pour une aide de 60 millions d'euros au Togo, pour la période 2016-2017. Cet accord a été signé à Berlin entre le ministre des Affaires étrangères Robert Dussey et le ministre allemand de la Coopération Gerd Müller en présence du président Faure Gnassingbé. Cet appui vient s'ajouter à la contribution allemande au budget européen en faveur du Togo qui représente 20% du Xle FED. Ce don porte sur des secteurs jugés prioritaires

par Berlin : énergie, santé, agriculture, formation technique et professionnelle, gouvernance et décentralisation.

Gerd Müller a vanté la stabilité politique et économique du Togo et invité les pays de l'Union européenne à cet effet, à considérer l'aide à notre pays comme prioritaire.

Au demeurant, cette visite a été fructueuse du point de vue économique, politique et financier en ce sens que, le chef de l'Etat a eu également à rencontrer la diaspora togolaise en Allemagne dans un grand hôtel de Berlin.

Faure Gnassingbé leur a adressé un langage de fraternité et leur a renouvelé son appel à revenir ou à investir au pays afin de participer à son développement.

Il faut avouer que, la part de la diaspora dans la relance économique du pays est non négligeable quand on considère ses transferts de fonds aux familles, mais également son apport dans plusieurs domaines.

Nouvelle Opinion



Le Président Faure Gnassingbé (dt) et Angela Merkel (g)

dans les bureaux de leur institution à Berlin.

Norbert Kloppenburg, le vice-président, qui s'était rendu à Lomé en avril dernier à l'occasion du Forum économique Togo-Allemagne, a rappelé la relation historique entre la Banque et le Togo et l'efficacité des projets financés.

La KfW est active au Togo depuis de nombreuses années avec un engagement de 499 millions d'euros sur la période 1959-2014.

La Banque et le gouvernement togolais ont fixé des objectifs qui portent sur 3 pôles prioritaires, la formation technique et professionnelle et l'emploi des jeunes, le développement rural, l'agriculture et l'appui à la décentralisation. La KfW a accordé récemment plusieurs financements dans l'énergie et pour la construction du petit contournement de Lomé.

Allemande est restée positive sur les efforts consentis par les autorités togolaises dans plusieurs domaines. " Le Togo est sur la voie du progrès, les résultats sont très encourageants et l'Allemagne est naturellement disposée à s'engager pour la réussite de cet ambitieux projet ", a-t-elle déclaré.

A Berlin où cette rencontre a eu lieu, la Chancelière Angela Merkel a souligné que son pays appréciait à leur juste valeur les avancées démocratiques et économiques de son ex-colonie.

Angela Merkel et Faure Gnassingbé ont également évoqué les moyens d'amplifier la relation bilatérale, notamment pour tout ce qui concerne le volet investissement privé.

En ce qui concerne la situation sécuritaire en Afrique de l'Ouest, la Chancelière a fait part de sa préoccupation après les récentes attaques terroristes

de nombreux migrants venus principalement de Syrie, mais le flux est constant, notamment en provenance d'Afrique.



Le Président faure Gnassingbé au siège du constructeur allemand BMW

Traitement de la question environnementale dans le contexte de décentralisation: Des journalistes outillés pour une bonne prise de conscience écologique

De nos jours, les changements climatiques constituent des enjeux majeurs qui déstabilisent la quiétude des populations. Face aux effets néfastes que ses changements climatiques engendrent, les médias sont appelés à y apporter leur contribution dans le traitement de l'information en matière environnementale et ceci dans un contexte de décentralisation. C'est dans cette perspective que la ville d'Aného qui fait partie des zones les plus vulnérables au Togo a servi de cadre à une formation à laquelle a pris part une trentaine de journalistes de la presse écrite et de télévisions.

Démarrée depuis le 07 juin dernier à l'hôtel de ville, cette formation de cinq jours a connu son apothéose le samedi 11 juin dernier. Des thématiques comme la gestion durable des terres et risques et catastrophes, la prévention, le système d'alerte précoce ont été développés par d'éminents communicateurs

Depuis 2006, le gouvernement a entrepris des actions de réformes visant à améliorer la gouvernance de l'environnement en mettant l'accent sur l'information, l'éducation, la sensibilisation.

C'est à travers cette logique



Vue partielle de l'assistance lors de la formation

que le Projet Renforcement des Capacités Nationales Décentralisées de Gestion de l'Environnement (PRCNDGE) et le Projet Gestion Intégrée des Catastrophes et des Terres (PGICT) ont eu à initier cette formation. Une formation qui a permis d'outiller les journalistes à une véritable prise de conscience écologique face aux changements climatiques.

Il était également question d'accroître la visibilité de ce qui se fait comme activité communautaire sur le terrain en matière de lutte contre ces risques de catastrophe au Togo.

Pour en savoir plus sur les différentes activités communau-

taires qui sont aujourd'hui des actions locales mais à impact global, une visite de terrain a été conduite par les organisateurs.

Cette visite leur a permis de parcourir trois sites à savoir DowokuiKopé dans la préfecture du Ba-Mono, une zone fortement inondable où se réalise la construction d'un bassin de rétention d'eau avec des collecteurs, ensuite dans la préfecture de Vo à Akumapé où ils ont eu à constater de visu un champ école agricole qui est une plateforme où les producteurs sont formés sur l'utilisation des pratiques agricoles bio pour une bonne gestion durable des ter-



Photo de famille des participants

res et enfin le Centre de Recherche d'Expérimentations et de la Formation pour la restauration de la Biodiversité (CREFORBIO) dans la localité de Zébé à Aného.

C'était une occasion pour les journalistes de mieux vivre et de constater les efforts qui sont consentis en matière de lutte contre les catastrophes et de gestion durable des terres. Satisfait de la conduite tenue par les journalistes le coordonnateur adjoint du PGICT n'a pas manqué de leur adresser ses sincères remerciements pour l'importance qu'ils accordent aux différentes thématiques. Il a par ailleurs adressé sa profon-

de gratitude aux autorités de la ville d'Aného en l'occurrence le Maire de la ville grâce à qui la formation a pu se tenir à l'hôtel de ville.

Enfin, Il s'est dit heureux en ce sens que, les objectifs de ces cinq jours ont été atteints et vont, par la suite permettre aux journalistes de bien passer le message sur la gestion durable des terres, la gestion des risques et catastrophes, la prévention, le système d'alerte précoce et comment les communautés doivent se préparer pour faire face aux risques de catastrophes.

Elom

Hausse illégale des prix des produits BB sur le marché : Le ministère du commerce interpelle les détenteurs de bars et maquis

Enfin le ministère du commerce et de la promotion du secteur privé s'est décidé à mettre fin à la majoration des prix des produits de la Brasserie de Lomé par les propriétaires de bars et maquis. Le ministère du commerce que dirige madame Bernadette LEGZIM-BALOUKI, s'entretient depuis la semaine dernière avec les détenteurs et gérants de bars, maquis et hôtels sur la question et leur demande à respecter les prix fixés par la brasserie.

Alors que les consommateurs crient et demandent une réduction des prix officiels publiés par les responsables de la Brasserie de Lomé, parce qu'étant au dessus du pouvoir d'achat des Togolais, certains propriétaires de bars et maquis ont décidé volontairement d'augmenter de 25f à 100f les prix sur certaines boissons.

En exemple il est connu de tous que la bouteille de Pils officiellement vendue à 525f (prix de la brasserie) n'est jamais vendue à ce prix en aucun lieu

au Togo, en dehors des foyers des camps militaires.

A Lomé bière Pils est vendue à 550f et même plus dans des lieux VIP. A l'intérieur du pays et surtout dans les zones enclavées, c'est le pire que les consommateurs vivent. Les boissons Pils, Lager et Castel sont vendues entre 600f et 750f CFA selon des localités. La raison est toute simple. Les détenteurs des bars dans ces localités n'ont pas accès facile à ces produits. C'est-à-dire qu'ils sont loin des magasins de dépôts des produits BB.

Si à Lomé et dans les autres grandes villes du Togo la bière est livrée aux bars à domicile, ce n'est pas le cas pour ceux de l'intérieur où les détenteurs de bars sont obligés de se déplacer en ville pour se ravitailler. Il faut le signaler dans ces localités, la boisson gazeuse (YOUKI) officiellement vendue à 450f par la brasserie de Lomé, est vendue à 500f et même plus.

Même si les bars venaient à respecter les prix des produits de la brasserie fixés par les



Mme Bernadette Legzim-Balouki, ministre du Commerce

responsables de cette usine de production, les consommateurs togolais, ne trouveront pas encore une satisfaction. On ignore jusqu'alors ce qui milite en faveur de l'augmentation des prix de la bière pourtant produite chez nous. En 2006, une augmentation a été faite sur ces produits pour disaient-on pouvoir soutenir l'équipe nationale togolaise qualifiée pour la coupe monde du monde en Allemagne.

Après cette messe mondiale, la brasserie de Lomé ne reviendra plus jamais au prix initial mais procède plutôt progressivement à une augmentation malgré la réclamation de l'Association Togolaise des Consommateurs. C'est ainsi que le prix des bouteilles des boissons gazeuses et de certaines bières on connu une augmentation de 100f à 300f en dix ans. Les responsables de la Brasserie de Lomé justifient cette augmen-

tation par les taxes très exorbitantes qu'elle verse à l'Etat togolais.

Du côté des bars on parle également de ces taxes qui sont trop élevées. " En plus des taxes que nous payons très chères, les magasins nous sont aussi chers, il y a aussi le BUTODRA qui nous taxe, c'est pourquoi nous sommes quelque fois tentés d'ajouter 25f ou 50f sur certaines boissons...", nous a confié un propriétaire de bar.

Le constat est réel, les produits de la BB n'ont pas un prix uniforme sur le marché togolais. La démarche du ministère du commerce est donc à féliciter. Nous souhaitons vivement que des sanctions seront prises contre les récalcitrants qui continueront à majorer illégalement les prix de la bière sur le marché togolais.

Nos souhaits sont également que la brasserie revoit ses prix à la baisse pour permettre à tout Togolais de savourer son goût.

Pierre

EURO 2016 : l'Aigle polonais prend son envol face à l'Irlande

Une séduisante Pologne s'est imposée face à une Irlande du Nord limitée (1-0), à Nice, pour le compte de la première journée du groupe C de l'Euro 2016. Dominateurs, les Polonais ont marqué par leur attaquant Milik en début de seconde période.

À Nice, les avenues sont larges. C'est pourtant à un match à sens unique qu'ont assisté les spectateurs de Pologne - Irlande du Nord, première rencontre du groupe C de l'Euro.

D'entrée de jeu, l'aisance technique des hommes du sélectionneur Adam Nawalka fait souffrir des Irlandais qui s'arc-boutent sur leur but. Arkadiusz Milik, du droit puis du gauche place des frappes de l'intérieur de la surface, sans réussite. Heureusement pour eux, les Irlandais possèdent une botte magique : leur jeu de tête, qui leur permet de sauver bien des situations délicates dans leur surface de réparation.

Il faut attendre la 26e minute pour voir la première offensive des Verts : un long centre pour Kyle Lafferty, bien capté par Wojciech Szczesny, le gardien polonais. Son homologue irlandais n'est pas aussi sûr et doit s'y



Le Polonais Arkadiusz Milik a délivré son équipe en inscrivant le premier but

reprandre à deux fois pour bloquer une frappe sèche de Milik (29e). Deux minutes plus tard, le même Milik manque sa reprise sur un centre en retrait de Łukasz Piszczek.

Bartosz Kapustka a une nouvelle occasion en or pour la Pologne : sa demi-volée est cette fois sortie par Michael McGovern, le gardien irlandais (38e).

Les Polonais semblent maudits en cette première mi-temps. Malgré dix tirs à zéro et 63% de possession de balle, la marque est de 0-0 à la pause.

La solution vient très vite en seconde mi-temps avec un but de Milik, idéalement servi par Jakub Błaszczykowski (1-0,

52e).

Dès lors, c'est aux Irlandais de faire le jeu. Autant dire que la tâche n'est pas facile pour ces joueurs issus des bas-fonds du professionnalisme anglais, certains évoluant en 3e division, à l'image de Conor McLaughlin.

Il faut attendre la 71e minute pour voir Conor Washington, tout juste entré en jeu, manquer la seule véritable occasion des Verts : seul face au gardien polonais, il perd son duel. À la 76e, Lafferty y va de sa tentative désespérée en jonglant dos au but avant de placer une bicyclette qui passe largement au-dessus. Cela avait le mérite du panache.

De son côté, Błaszczykowski

manque la balle du 2-0 sur un tir trop croisé (67e). Tout comme Milik à la 82e, sur un cafouillage monstre qui lui permet de cadrer son tir. Les Polonais auraient été bien inspirés de marquer, car dans la foulée Steven Davis a la balle d'égalisation au bout du pied. Oublié par la défense adverse, il lui manque une demi-pointure de chaussure pour dévier le ballon dans le but adverse.

Une fois de plus, dans cet Euro, l'équipe dominatrice - ici une Pologne séduisante par sa

technique balle au pied et son jeu collectif - n'a pas su se mettre à l'abri rapidement, et s'est exposée à un retour de son adversaire jusqu'au bout.

Jeudi 16 juin, l'Irlande du Nord, qui a montré qu'elle était l'une des plus faibles sélections présentes en France, jouera déjà sa survie face à l'Ukraine à Lyon. La Pologne, elle, s'attaquera à l'Allemagne, à Saint-Denis, pour une place au tour suivant.

Source : rfi.fr

Don de kits à 334 jeunes de la phase pilote du projet de volontariat des jeunes déscolarisés

Le ministre du Développement à la base, de l'artisanat, de la jeunesse et de l'emploi des jeunes, Victoire Tomégah-Dogbé, a remis le vendredi dernier des kits à 334 jeunes artisans de divers corps de métiers, issus des 582 jeunes déscolarisés qui ont exécuté la phase pilote du projet de volontariat des jeunes déscolarisés (JDS).

offrant l'opportunité de contribuer aux solutions de développement du pays en général et en particulier de leur communauté.

Il est piloté par quatre structures issues du département du développement à la base. L'Agence nationale de volontariat au Togo (ANVT) enrôle et forme les jeunes, l'Agence nationale



Mme Victoire Dogbé, ministre du Développement à la Base

Au cours de cette cérémonie, les jeunes ont bénéficié au total de 209 matériels et équipements de couture, 83 de coiffure, 20 de menuiserie aluminium, 7 de soudure, 6 de broderie, 5 de mécanique à deux roues, 2 de menuiserie de bois, 1 de tapisserie et 1 de cordonnerie.

" Cette cérémonie consacre l'aboutissement de la mise en œuvre de la phase pilote du projet de volontariat des jeunes déscolarisés lancé le 15 janvier 2016. Ce projet a été initié par le gouvernement togolais pour répondre au problème d'employabilité des jeunes, surtout ceux exclus des divers mécanismes mis en place ", a déclaré la ministre Victoire Tomégah-Dogbé.

Cette initiative, selon elle, vise la promotion de l'engagement citoyen, la solidarité, l'inclusion sociale à l'endroit des jeunes déscolarisés et semi-scolarisés en leur

d'appui au développement à la base (ANADEB) les accueille et les renforce, le Fonds national de la finance inclusive (FNFI) assure leur accompagnement financier et la Direction de la jeunesse et de l'emploi des jeunes (DJEJ) est la structure qui a mis à la disposition de ces jeunes les kits.

Durant les quatre mois que cette phase pilote a duré, les 582 jeunes déployés et les 36 superviseurs ont assaini plusieurs quartiers de Lomé. Des centaines de dépotoirs ont ainsi été enlevés, environ 20.000 mètres carrés de caniveaux ont été curés, des voies ont été aménagées.

Cette phase pilote de JDS étant réussie, il est annoncé le déploiement prochain de 1.500 autres jeunes à Lomé et dans plusieurs villes de l'intérieur du pays.

Source : corpsdiplomatie-togo.com

Nord du Mali:

Huit à dix personnes tuées dans de nouvelles violences

Au Mali, de nouvelles violences meurtrières ont eu lieu dans le nord du pays. S'agit-il d'affrontements entre groupes armés ou bien d'une embuscade tendue, mais par qui ? Aucune certitude, pour le moment. Selon des sources contactées par RFI, huit à dix personnes ont été tuées dans la nuit de samedi à ce dimanche 12 juin, au nord du pays, non loin de la localité de Douentza, par des hommes armés.

Selon un responsable du groupe des Touaregs de la tribu de Imghad et alliés du Gatia, c'est une milice composée de combattants peuls qui voulait installer une base militaire dans la commune rurale de Gandamia, située non loin de la localité de Douentza. C'est alors qu'il a fallu intervenir militairement.

" Faux ", répond un autre groupe armé du nom de Ganda Iso. " Nos combattants étaient en mission de sensibilisation dans la zone, dans le cadre du désarmement, lorsqu'ils sont tombés dans une embuscade tendue par le



Des véhicules de la Minusma sécurisent l'aéroport de Kidal, dans le nord du Mali.

Gatia ", explique Mohammed Attaïb Sidibé, l'un des responsables du mouvement armé Ganda Iso. Il ajoute qu'Abdourahman Ousseini, de son groupe, conduisait la délégation.

Des morts dans les rangs du Ganda Iso

Une source indépendante, contactée par RFI, confirme l'embuscade tendue et évoque huit morts dans les rangs du Ganda Iso. Cependant, et selon une source sécuritaire malienne " il y a eu une dizaine de morts dans les

rang du Ganda Iso, une dizaine d'arrestations également et des troupeaux volés ".

On assiste, en tout cas, là, à une nouvelle violation du cessez-le-feu entre les groupes armés du nord au moment où l'ONU signale une dégradation de la situation sécuritaire sur le terrain. Ajoutons, à cela, que l'application de l'accord de paix et de réconciliation d'Alger n'avance pas réellement sur le terrain.

Source : rfi.fr



À PARTIR
DU 17
MAI 2016

TARIF UNIQUE pour Tous BAISSE pour Chacun

Communiquez en toute **liberté**
vers tous les réseaux nationaux

Leader

" Moi Mon **TARIF**
est **UNIQUE** "

60^F
TTC LA MINUTE



Privilège

" Moi aussi
Mon **TARIF** est **UNIQUE** "

65^F
TTC LA MINUTE



Classique

" Moi aussi
Mon **TARIF** est **UNIQUE** "

80^F
TTC LA MINUTE



Jeunes

" Moi aussi
Mon **TARIF** est **UNIQUE** "

85^F
TTC LA MINUTE



Tarifs vers tous les réseaux nationaux et divisibles par pas de 20 secondes